

(1)

(N° 96.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1849 — 1850.

COMMISSION DES PÉTITIONS.

FEUILLETON N° 3.

M. A. DUMON, 1^{er} rapporteur.

- | Numéros
du
Feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 4993. | Par pétition datée de Liège, le 16 décembre 1849 ,
Le sieur Pasque demande une indemnité ou une ré-
compense pour avoir fait mettre l'État en possession
d'une somme importante. — Concl. — Ordre du jour. |
| 2. | 4994. | Par pétition datée de Liège, le 16 décembre 1849 ,
Le sieur Pasque réclame l'intervention de la Chambre
pour obtenir la liquidation d'une rente à charge du Gou-
vernement. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des
Affaires Étrangères. |
| 3. | 5001. | Par pétition datée de Gand, le 1 ^{er} décembre 1849 ,
Les sieurs Snellaert, de Saint-Genois et Delecourt,
délégués d'un congrès de gens de lettres flamands qui a eu
lieu à Gand, demandent un traité avec les Pays-Bas, pour
assurer le droit de propriété littéraire et la suppression
des droits de douane sur les livres. — Concl. — Renvoi
à M. le Ministre des Affaires Étrangères. |
| 4. | 4945. | Par pétition datée de Louvain, le 17 décembre 1849 ,
Le sieur Spinatch, adjudant-sous-officier, réclame
contre la réduction de solde qu'on lui a fait subir. —
Concl. — Ordre du jour. |
| 5. | 4979. | Par pétition datée de Poelecappelle, le 25 décembre
1849 ,
Le sieur Lameere, ancien commis de 1 ^{re} classe des
accises, réclame l'intervention de la Chambre pour obte- |

nir la révision de sa pension et le paiement des termes échus. — Concl. — Ordre du jour.

6. 5003. Par pétition d'Anvers,
Le sieur Rabode, ancien préposé des douanes, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir la révision de sa pension. — Concl. — Ordre du jour.
7. 5000. Par pétition datée de Bruxelles, le 28 décembre 1849,
Le sieur Dickschen réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir du Gouvernement la quantité de sel nécessaire à la préparation de 100,000 billes, ou l'engagement de le rembourser de la somme qu'il aura dû déboursier pour la fourniture du sel. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
8. 4975. Par pétition datée de Soignies, le 19 décembre 1849,
Le sieur Vandicq, commissaire de police de la ville de Soignies, demande que sa juridiction soit étendue à toutes les communes du canton de Soignies. et qu'on lui accorde un traitement du chef du surcroît de travail que lui occasionnent les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 4995. Par pétition datée de Walcourt, le 25 décembre 1849,
Le sieur Gille, échevin à Walcourt, demande une indemnité du chef des fonctions de ministère public qu'il remplit près le tribunal de simple police du canton. --- Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
10. 5008. Par pétition datée de Hasselt, le 19 décembre 1849,
Un grand nombre d'habitants de Hasselt prient la Chambre de modifier la loi sur la garde civique en ce sens que les petites villes, et notamment celle de Hasselt, ne soient plus assujetties au service actif de la garde. --- Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
11. 4999. Par pétition datée d'Ath, le 22 décembre 1849,
L'administration communale d'Ath prie la Chambre d'allouer au Budget les fonds nécessaires pour l'exécution des travaux de canalisation de la Dendre, ou d'y employer le cautionnement déposé par la société concessionnaire du canal latéral à la Dendre.
5031. Même demande des administrations communales d'At-
5073. tres, Isières, Lanquesaint, Ollignies et Deux-Acren. --- Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

M. H. DE BAILLET, 2^{me} rapporteur.

12. 4934. Par pétition datée de Bruxelles, le 13 décembre 1849,
Le sieur Stapleton demande que les administrations communales soient autorisées à faire, sur la pension des militaires, une retenue d'un cinquième jusqu'à l'entier acquittement de leurs dettes. — Concl. — Ordre du jour.
13. 4942. Par pétition datée de Mons, le 10 décembre 1849,
La dame Morland, veuve du sieur de Meulenaere, demande que son fils Louis soit admis à la compagnie d'enfants de troupes à Lierre. — Concl. — Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de la Guerre.
14. 4943. Par pétition sans date,
Le sieur Agon, charpentier et cabaretier à Gand, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des dégâts qu'il a essuyés par suite de l'explosion de la poudrière à la citadelle de cette ville. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.
15. 4944. Par pétition datée de Louvain, le 13 décembre 1849.
Le sieur Castele, sous-officier pensionné, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
16. 4947. Par pétition datée d'Ixelles, le 15 décembre 1849,
Le sieur Dubois demande que le Gouvernement prenne toutes les précautions possibles pour éviter les malheurs que la fête artistique du 5 janvier pourrait occasionner. — Concl. — Ordre du jour.
17. 4960. Par pétition datée de Liège, le 20 novembre 1849,
Quelques brasseurs, à Liège, demandent que, dans toutes les localités, les brasseurs soient autorisés à avoir une cuve n° 1 de la contenance de 20 hectolitres et une cuve n° 2 de la contenance de 10 hectolitres, dont ils pourraient faire usage pendant les quatre mois de chaleur. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
18. 4961. Par pétition datée d'Ixelles, le 21 décembre 1849,
Le sieur De Witte demande que le Gouvernement reconnaisse à son frère et à lui les droits de priorité du projet de construction d'un port de refuge à Blankenberghe, relié à Bruges. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

19. 4962. Par pétition datée de Voorde, le 16 décembre 1849,
L'administration communale de Voorde prie la Chambre de prendre des mesures pour soulager la classe nécessaire et de modifier la législation sur le domicile de secours.
5002. Même demande des administrations communales de
5033. Smcerhebbe-Vloersegem, Herzele, Overboelaere, Idegem et Aygem. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
20. 4978. Par pétition datée de Liège, le 19 décembre 1849,
La députation permanente du conseil provincial de Liège demande que la Législature décrète le principe de la discussion publique et orale de la part des intéressés ou de leurs mandataires, tant devant le conseil des mines que devant la députation permanente, lorsque celle-ci est chargée de donner son avis sur des demandes en concession de mines. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
-